

# LE IV<sup>ème</sup> PLAN

Ce n'est que depuis la fin de la deuxième guerre mondiale que l'on parle de plan en France.

On en est au IV<sup>e</sup>. Le premier, plus connu sous le nom de Plan Monnet, fort ambitieux, inspiré par l'esprit du C.N.R. et pour cette raison suscitant la méfiance de la bourgeoisie, ne fut jamais, en réalité, appliqué.

Le second passa presque complètement inaperçu. Quant au troisième dont l'application prend fin avec l'année 1961, ses pronostics de départ se sont trouvés réalisés si peu dans les faits que l'on peut se demander, à bon droit, s'il s'agissait véritablement d'un plan.

Par contre, le quatrième plan, qui couvre les années 1962-1965, suscite plus d'intérêt. De Gaulle lui-même le défend à la radio (mai 1961) et vient, en personne, prononcer une allocution devant le Conseil économique. Les industriels le prennent en considération : « ...le quatrième plan est fort différent des plans qui l'ont précédé. Le premier, le deuxième et le troisième plans... se cantonnaient aux problèmes des investissements techniques. Pour la première fois, avec le quatrième plan, on dépasse le simple problème des investissements techniques pour déboucher sur une vision globale de l'économie et aborder le problème des besoins sociaux de la nation. » Interview accordée par des industriels dans la revue « Entreprise » (décembre 1961).

D'un autre côté, si les grandes masses ne prêtent guère d'attention au plan, la presse ouvrière aborde copieusement la question. Elle reproduit en les commentant les déclarations et les avis des leaders syndicaux.

Le syndicalisme est confronté avec une certaine forme de planification en société capitaliste.

Un nouveau problème est, par conséquent, posé devant l'avant-garde ouvrière.

## I. - Objectifs plutôt modestes malgré la concentration

Les apologistes du régime célèbrent l'ambition du plan gaulliste. Il faut, cependant, constater que si les rythmes d'accroissement sont relativement importants (24 % en quatre ans, c'est-à-dire 5,5 % par an), nous sommes loin des développements connus dans les Etats ouvriers (U.R.S.S. 9,6 % annuellement). La France vient, certes, à cet égard, avant les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, mais après l'Allemagne fédérale et l'Italie qui ne planifient pas.

Le programme de construction d'autoroutes, secteur dans lequel la France a un retard considérable, est bien timide : 1.835 kilomètres à réaliser d'ici 1975 ; réalisation à effectuer seulement à 50 % au cours du plan.

Les objectifs énergétiques sont eux aussi sans envergure. Nous apprenons que les objectifs globaux s'élèveront en 1960 à 168 millions d'équivalent-charbon. Ce qui correspond environ 3.800 kilos d'équivalent-charbon par habitant. En République Fédérale Allemande, l'équivalent-charbon s'élevait, déjà, en 1958, à 3.440 kilos, en Grande-Bretagne à 4.740 kilos, et aux Etats-Unis à 7.640 kilos.

Les chiffres fixés par le plan restent donc comparative-ment faibles.

L'augmentation prévue de 33 % de la production sidérurgique ne représente pas un effort exceptionnel de concurrence vis-à-vis des puissants voisins. En effet, en 1965, la production sidérurgique française ne sera portée qu'à 65 % du niveau actuel de la sidérurgie de l'Allemagne occidentale.

A toutes ces constatations, il faut ajouter que les auteurs du plan négligent à peu près complètement le développe-

ment des industries de transformation, en particulier l'industrie textile, qu'ils considèrent la crise du logement comme presque résolue (1).

Les prévisions en matière d'équipement scolaire et culturel (personnels et établissements) sont bien insuffisantes. Les besoins incompressibles de l'Education Nationale, selon les appréciations raisonnables (trop) de la Commission spéciale du Plan s'élèveraient d'ici 1965 à 14,4 milliards de NF. En octobre dernier, le gouvernement procédait à un premier abattement de 17 %. La récente discussion sur le budget a fait apparaître que le gouvernement prévoyait un nouvel abattement sur les prévisions. L'abattement global atteindrait 35 % des prévisions minimales.

Des remarques analogues peuvent être faites à propos de tous les autres investissements sociaux (santé publique, équipement sportif, etc.).

De révisions en baisse en révisions en baisse chaque année, on arrivera peut-être à un taux de progression voisin de zéro.

Toutes ces prévisions et constructions peuvent d'ailleurs être remises en cause, car l'accroissement du marché intérieur n'est pas un des principaux soucis des « planifications gaullistes ». Tout l'édifice du plan repose en réalité sur des hypothèses très optimistes en matière de commerce extérieur. Si ces hypothèses étaient démenties par la réalité — ce qui est toujours possible en régime capitaliste — le plan deviendrait caduc du fait qu'il ne prévoit aucune solution de rechange.

Nous n'apprenons rien à nos lecteurs en écrivant que le plan poursuit une politique de concentration dans tous les domaines, industriels, agricoles et commerciaux.

Dans le domaine de l'industrie, c'est bien connu. En ce qui concerne l'agriculture, nous ne pouvons mieux faire que de citer l'introduction au plan : « ...une réforme de structure des exploitations et une politique d'aménagement foncier doivent permettre d'accroître la compétitivité des entreprises. » Cela signifie un important exode rural portant sur des centaines de milliers de personnes. D'après les dispositions du plan, les entreprises moyennes elles-mêmes seraient menacées. L'unité minimale économique de production pour le lait devrait être constituée par une étable de trente vaches et pour les céréales par une surface correspondante de 40 hectares.

Dans les prochaines années, le plan prévoit « ...une baisse de quelques dizaines de milliers du nombre des points de vente ». Est envisagée également une diminution de 50.000 du nombre des commerçants. Le nombre des salariés du commerce doit, par contre, augmenter de 170.000.

## II. - Un Plan socialement déficient

Toutes les critiques précédentes pour si importantes qu'elles soient ne sont cependant pas fondamentales. Nous voulons maintenant montrer quelles furent les véritables intentions du gouvernement en élaborant le plan.

Le IV<sup>e</sup> Plan est la traduction économique de la politique du grand capital qui n'a plus à tenir compte, comme sous la IV<sup>e</sup> République, de la représentation parlementaire, d'autres couches de la bourgeoisie et des classes moyennes.

Sur un fond de concentration capitaliste dans tous les domaines, le plan peut se résumer dans les rubriques sui-

(1) Le rythme des constructions connaîtra en effet un palier au cours des prochaines années.